

Trésoreries et postes menacés : hémorragie en vue aux impôts

La CGT et Solidaires craignent que l'accueil physique des usagers souhaitant obtenir des renseignements soit à terme remis en cause.

Les temps sont durs pour les agents des Finances publiques. Et le problème ne tient pas seulement à la situation du centre des impôts perpignanais de l'avenue de la Côte-Vermeille, où les agents ont fait valoir leur droit de retrait la semaine dernière pour dénoncer le manque d'effectifs.

« Nous ne sommes plus assez nombreux pour accomplir nos missions, estime Bernard Gentilleau, de la CGT, et Vincent Paumard, de Solidaires. Au centre de Perpignan, les collègues de l'accueil sont proches du burn-out. Mais les retards s'accumulent également

dans les autres services et nous ne sommes absolument pas prêts pour le prélèvement à la source. » Pour ne rien arranger, les syndicats pensent que l'administration fiscale du département devrait encore perdre, à la faveur de la politique d'austérité, une vingtaine de postes au 1^{er} septembre 2019.

Sans compter qu'en plus du manque de moyens humains, l'avenir de plusieurs trésoreries rurales paraît compromis. Celles du Boulou et de Port-Vendres vont fermer dès janvier prochain. La décision est désormais actée. Selon les syndicats, les antennes de Saint-Paul-de-Fenouillet, Ille-sur-Têt et Saillagouse seraient également sur la sellette.

Autant de menaces qui risquent de compliquer encore l'accès des contribuables aux services départementaux des Finances publiques.

Arnaud Andreu



Les élus CGT et Solidaires des Finances publiques craignent de nouvelles suppressions de postes et fermetures de trésoreries. A.A.

« Au-delà des carburants, il faut remettre à plat toute la fiscalité »

Bernard Gentilleau (CGT) dit comprendre l'exaspération des gilets jaunes. « Mais même s'ils obtiennent satisfaction et que les taxes sur le carburant baissent, ça se répercutera ailleurs et ils se feront rouler dans la farine, prédit-il. La solution, c'est de remettre à plat l'ensemble de la fiscalité. Du pognon, il y en a. Avec le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), l'État donne 20 milliards d'euros par an aux entreprises, alors qu'elles n'embauchent pas... » Vincent Paumard (Solidaires) acquiesce : « Le problème avec les taxes sur le carburant, c'est qu'elles touchent tout le monde de la même manière. Nous sommes plutôt favorables aux impôts progressifs, ceux que chacun paye en fonction de ses revenus. » Par ailleurs, face à l'agressivité grandissante dont certains contribuables font preuve vis-à-vis des agents des impôts, les syndicalistes appellent les usagers à ne pas se tromper de cible. « Quand le carburant augmente, on ne va pas s'en prendre au pompiste », plaident-ils.